

LE PROJET DE LOI 27

Récupération du pouvoir d'achat des retraités ?

Le projet gouvernemental : une duperie.

De nombreuses associations de retraités, l'Alliance des associations de retraités (AAR), l'Association québécoise des directeurs et directrices des établissements d'enseignement retraités (AQDER), l'Association des professionnelles et professionnels retraités du Québec (APRQ), le Regroupement des infirmières et infirmiers retraités (RIIR) et l'Association des retraitées et retraités de l'enseignement du Québec (AREQ), appuyées par le Regroupement des retraitées et retraités actifs du mouvement essaim (RRAME) et l'Association démocratique des retraités (ADR), ont présenté au gouvernement une proposition demandant de :

Créer instamment une Table commune de travail permanente avec nos représentantes et représentants des associations des personnes retraitées pour trouver une solution acceptable afin de corriger la désindexation.

Les dirigeants de l'Association québécoise des retraités des secteurs public et parapublic (AQRP) ont choisi de ne pas s'associer à cette demande. Le gouvernement a retenu leur proposition en l'insérant dans le projet de loi 27, **ce qui lui permet, au moins pour un an, de ne rien faire pour ses anciens employés, car il pourra dire qu'il doit attendre l'étude sur la situation financière de tous les retraités du Québec.** Extrait du projet de loi 27 :

Maintien du pouvoir d'achat des pensionnés

Le gouvernement s'engage à réaliser, au cours de la prochaine année, une étude approfondie de la situation financière de l'ensemble des retraités du Québec et à diffuser les résultats de ces travaux.

Le gouvernement, en introduisant cette d'étude dans un projet de loi sur la gouvernance de la CARRA et la gestion des régimes de retraite des retraités de l'État, manque de cohérence et de pertinence.

Cette étude sur la situation financière de l'ensemble des retraités du Québec n'a rien à voir avec la gestion des fonds de retraite des employés et retraités de l'État.

- Sans ce projet de loi, le gouvernement avait et a toute l'autorité de lancer ce type d'étude.
- Pourquoi introduit-il cet élément dans ce projet de loi ?
- Est-ce qu'il appartient aux retraités de l'État de payer pour l'ensemble des retraités du Québec ?

- Est-ce que le gouvernement a un agenda caché pour financer, à même les avoirs des retraités de l'État, une politique de soutien à tous les retraités avec ou sans fonds de retraite ?

Rappelons que :

- Les fonds de retraite des employés et retraités de l'État sont, par loi, constitués à 50% des avoirs des employés et des retraités et l'autre 50% est assumé par l'employeur.
- les cotisations et les intérêts que les employés et retraités ont investis dans leur fonds de retraite sont supérieurs aux obligations découlant de l'application de la loi ;
- les cotisations que l'employeur aurait dû investir dans leur fonds de retraite faisaient partie de leur rémunération globale, comme tous les autres bénéfiques marginaux. Ces cotisations constituent du salaire différé qu'ils sont en droit de récupérer à leur retraite.

Qu'il y ait une étude sur la situation financière de l'ensemble des retraités du Québec n'est pas une mauvaise chose ! Des évidences ressortiront de cette étude : les retraités qui n'ont pas de fonds de retraite sont, de façon générale, plus mal pris économiquement que ceux qui en ont un, les retraités qui ont un fonds de retraite à cotisation déterminée ont une moins bonne rente que ceux qui ont une rente à prestation déterminée.

Si, à la suite de ces travaux, la situation économique de tous les retraités s'améliore, nous applaudirons.

La question prioritaire pour les retraités de l'État est :

- Qu'est-ce que le gouvernement entend faire avec les surplus de nos régimes de retraite ?

Selon le rapport annuel de la CARRA, décembre 2005, les avoirs des retraités du RREGOP et du RRPE étaient de 45,3 milliards de dollars et les obligations de ces régimes à l'égard des retraités et des employés cotisants étaient de 34,6 milliards. Le surplus actuariel était, à ce moment-là, de 10,7 milliards de dollars.

Si le gouvernement voulait, il pourrait mener de front les deux études. Il aurait pu dire oui à une table commune de travail pour trouver une solution acceptable afin de corriger la désindexation **des rentes de retraite de ses ex-employés**, tout en examinant la situation économique de l'ensemble des retraités.

Rodrigue Dubé
Président de l'Association Démocratique des Retraités (ADR)

Bienvenue sur le site : <http://adr-quebec.org>
14 décembre 2006